



La ligne rouge de Trump

Par [Seymour M. Hersh](#)

Mondialisation.ca, 28 juin 2017

[Die Welt](#) 25 juin 2017

Région : [États-Unis](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#), [Russie et CEI](#)

Thème: [Guerre USA OTAN](#)

Le journaliste prix Pulitzer Seymour Hersh, une légende du journalisme d'investigation américain célèbre pour la précision obsessionnelle de ses enquêtes, a notamment mis au jour [le massacre de Mỹ Lai au Vietnam](#) en 1968, et le scandale de la torture et des violations systématiques des droits de l'homme par les Américains à [Abou Ghraib](#), en Irak, en 2004. En 2013, à propos de l'utilisation alléguée de sarin par les forces armées d'Assad, il publiait « [Whose sarin ?](#) » (Le sarin de qui ?) sur la *London Review of Books*, un article aujourd'hui devenu une référence mondiale.

Au bout de plusieurs mois d'enquête auprès de ses sources de la communauté du renseignement des USA, ses conclusions : il n'y a pas eu d'attaque au gaz sarin à Khan Cheikhoun, en Syrie, de la part des forces armées d'Assad.

[Entelekheia](#)

Article paru sur [Die Welt](#) sous le titre *Trump's Red Line*

Le 6 avril, le président des USA Donald Trump a autorisé une frappe de missiles Tomahawk, à l'aube, sur la base aérienne de en Syrie centrale, en représailles contre ce qu'il a appelé un attaque avec un agent neurotoxique perpétrée par le gouvernement syrien deux jours plus tôt, dans la ville tenue pas des rebelles Khan Cheikhoun. Trump a donné cet ordre malgré les avertissements de la communauté des renseignements américains selon lesquels elle n'avait aucune preuve d'utilisation d'une arme chimique par les Syriens.



Les renseignements disponibles clarifiaient que les Syriens avait ciblé un lieu de rencontre djihadiste, le 4 avril, en utilisant une bombe téléguidée fournie par les Russes, et équipée d'une tête conventionnelle. Les détails de l'attaque, y compris des informations sur leurs dénommée cibles de haute valeur, avaient été fournies par les Russes plusieurs jours plus tôt aux Américains et aux militaires alliés à Doha, dont la mission est de coordonner toutes les opérations aériennes américaines, alliées, russes et syriennes dans la région.

Quelques-uns des officiels militaires et de renseignements étaient particulièrement consternés par la détermination du président à ignorer les preuves. « Cela ne tient pas debout », a dit un officier à des collègues en apprenant la décision de bombarder. « Nous SAVONS qu'il n'y a pas eu d'attaque chimique... les Russes sont furieux. Proclamer que nous avons les vrais renseignements et que nous savons la vérité... apparemment, que nous ayons voté pour Trump ou Clinton, peu importe. »

Quelques heures à peine après le bombardement du 4 avril, les médias du monde entier étaient saturés de photos et de vidéos de Khan Cheikhoun. Des photos de personnes mortes ou mourantes, souffrant censément d'empoisonnement aux agents neurotoxiques, ont été publiées sur les réseaux sociaux par des activistes locaux, y compris les Casque blancs, un groupe d'intervention humanitaire célèbre pour sa proximité avec l'opposition syrienne.

La provenance des photos n'était pas claire et aucun observateur international n'a encore inspecté le site, mais dans le monde entier, les populations ont immédiatement conclu à l'utilisation délibérée de l'agent neurotoxique sarin, autorisé par le président Bachar el-Assad de Syrie. Trump a approuvé cette conclusion en faisant une déclaration quelques heures après l'attaque, décrivant « l'action odieuse » d'Assad comme une conséquence de la « faiblesse et de l'irrésolution » de l'administration Obama face à ce qu'il disait être l'usage passé d'armes chimiques par la Syrie.

Au grand désarroi de nombre de membres expérimentés de son équipe de sécurité nationale, au cours des 48 heures suivantes de réunions intensives et de discussions préliminaires à des décisions, personne n'a pu faire changer Trump d'avis. Au cours d'une série d'interviews, j'ai appris l'ampleur de la déconnexion entre le président et nombre de ses conseillers militaires et officiels des renseignements, aussi bien que des officiers de terrain dans la région, qui avaient une compréhension totalement différente de la nature de l'attaque syrienne à Khan Cheikhoun. J'ai obtenu des preuves de cette déconnexion, sous la

forme de transcriptions de communications en temps réel, immédiatement après l'attaque syrienne du 4 avril. Dans un processus très important préalable à une frappe appelé déconflition, les officiers russes et américains se fournissent mutuellement des informations détaillées sur les plans de vol planifiés et les coordonnées des cibles, pour s'assurer qu'il n'y ait aucun risque de collision ou de rencontre imprévue (les Russes parlent au nom de l'armée syrienne). Ces informations sont fournies chaque jour aux avions américains AWACS qui surveillent les vols après leur décollage. Le succès de la déconflition peut être évalué au fait qu'à ce jour, il n'y ait pas eu une seule collision, ou même un danger de collision entre les chasseurs-bombardiers supersoniques américains, alliés, russes et syriens.

Les officiers des forces aériennes russes et syriennes avaient donné des détails sur le plan de vol soigneusement établi vers, et à partir de Khan Cheikhoun le 4 avril directement, en anglais, aux contrôleurs de déconflition à bord de l'AWACS qui patrouillait près de la frontière turque, à 60 miles plus loin au nord.

La cible syrienne à Khan Cheikhoun, comme transmis aux Américains à Doha, était décrite comme un immeuble de deux étages en parpaings dans le nord de la ville. Les renseignements russes, qui sont transmis quand il le faut avec la Syrie et les USA dans le cadre de leur combat commun contre les groupes djihadistes, avaient établi qu'une rencontre de haut niveau de leaders djihadistes allait se produire dans l'immeuble, y compris de représentants d'Ahrar al-Sham et du groupe affilié à al-Qaïda anciennement connu sous le nom de Front al-Nosra. Les deux groupes s'étaient récemment alliés, et contrôlaient la ville et ses environs. Les renseignements russes décrivaient l'immeuble en parpaings comme un centre de contrôle et de commandes qui abritait une épicerie et d'autres locaux commerciaux dans son rez-de-chaussée, avec d'autres magasins essentiels à la communauté à proximité, dont un magasin de tissus et une boutique d'électronique.

« Les rebelles contrôlent la population en contrôlant la distribution de biens dont les gens ont besoin pour vivre - la nourriture, l'eau, le gaz propane, les fertilisants pour faire pousser leurs récoltes et les insecticides pour les protéger, » m'a dit un conseiller senior de la communauté des renseignements américaine. La cave était utilisée pour stocker des roquettes, des armes et des munitions, ainsi que des produits à distribuer gratuitement à la communauté, notamment des médicaments et des décontaminants à base de chlore. Le lieu de rencontre - un QG régional - était à l'étage. « C'était un lieu de rencontre établi », a dit le conseiller senior. « Un local de long terme sécurisé qui comprenait des armes, des communications, des dossiers et un centre de cartes d'état-major de la région. » Les Russes voulaient être sûrs de leurs informations et ont déployé un drone pendant des jours au-dessus du site pour intercepter les communications et développer ce que les services de renseignements appellent un POL (pattern of life, schéma de vie). Le but était de prendre note de ceux qui entraient et sortaient de l'immeuble et de suivre les allées et venues des armes, y compris des roquettes et des munitions.

Une des raisons du message des Russes à Washington sur la cible potentielle était de s'assurer que tout agent de la CIA ou informateur des Américains qui aurait réussi à s'infiltrer dans le commandement djihadiste serait prévenu de ne pas assister à la réunion. On m'a dit que les Russes avaient passé l'information directement à la CIA. « Ils jouaient bien le jeu, » a dit le conseiller senior. Les indications russes notaient que la réunion djihadiste venait à un moment de pressions accrues pour les insurgés : il est probable que le Front al-Nosra et Ahrar al-Sham cherchaient désespérément une ouverture dans le nouveau climat politique. Dans les derniers jours de mars, Trump et deux de ses assistants-clé en

sécurité nationale - le Secrétaire d'État Rex Tillerson et l'ambassadrice à l'ONU Nikki Haley - avaient fait des déclarations selon lesquelles, dans les mots du *New York Times*, la Maison-Blanche avait « abandonné le but » de faire pression sur Assad pour qu'il « quitte le pouvoir, marquant un changement abrupt de la politique du Moyen-Orient qui avait guidé Obama pendant plus de cinq ans. » Le Secrétaire à la presse Sean Spicer avait dit à un briefing de presse du 31 mars qu'il y avait « une nouvelle réalité politique que nous devons accepter, » impliquant qu'Assad était là pour rester.

Les officiels russes et syriens des renseignements, qui coordonnent les opérations avec les postes de commandement américains, ont clarifié que la frappe planifiée sur Khan Cheikhoun était spéciale à cause de la cible à haute valeur. « C'était un vrai changement. La mission sortait de l'ordinaire - mettez le planning à jour, » le conseiller senior m'a dit. « Tous les officiers de la région - dans l'infanterie, les Marines, les forces aériennes, la CIA et la NSA - « devaient savoir ce qui se préparait. Les Russes avaient fourni une bombe téléguidée, ce qui est une occurrence rare. Ils sont avares de leurs bombes téléguidées et les partagent rarement avec les forces aériennes syriennes. Et les Syriens ont assigné la mission à leur meilleur pilote, avec leur meilleur copilote. » Les renseignements préliminaires sur la cible, tels que fournis par les Russes, ont reçu la meilleure des notes possibles dans la communauté américaine. »

L'ordre exécutif qui gouverne les opérations militaires des USA sur le théâtre, qui a été donné par le Chef d'État-Major des armées des États-Unis, comprend des instructions qui définissent les relations entre les forces armées russes et américaines présentes en Syrie. « C'est comme un ordre d'opération - 'voici ce que vous êtes autorisés à faire' », a dit le conseiller. « Nous ne partageons pas de contrôle opérationnel avec les Russes. Nous ne menons pas d'opérations communes avec eux, ni d'activités de soutien à l'une des leurs opérations. Mais la coordination est autorisée. Nous nous tenons mutuellement au fait des événements et ce package comprend des échanges de renseignements. Si nous obtenons un renseignement qui pourrait aider les Russes à accomplir leur mission, c'est de la coordination ; et les Russes font de même pour nous. Quand nous obtenons un renseignement sur un centre de commandement ou de contrôle, » a ajouté le conseiller en référence à la cible de Khan Cheikhoun, « nous faisons ce que nous pouvons pour les aider à agir en conséquence ». « Ce n'était pas une attaque chimique », a dit le conseiller. « C'est une histoire fantasmagorique. Si cela avait été le cas, tous les participants au transfert, au chargement et à l'armement de la bombe - il aurait fallu la faire passer pour une bombe conventionnelle de 227 kg - auraient porté des combinaisons hazmat en cas de fuite. Il y aurait très peu de chances de survie sans cette protection. Le sarin de qualité militaire inclut des additifs conçus pour en augmenter la toxicité et la létalité. Chaque lot qui sort d'usine est maximisé pour tuer. C'est la raison pour laquelle il est produit. Le sarin n'a pas d'odeur, est invisible et la mort survient en une minute. Pas de nuage. Pourquoi produire une arme si les gens peuvent y échapper ? »

La cible a été frappée à 6h55 du matin, le 4 avril, juste avant minuit à Washington. Une évaluation des dommages de bombardement menée par l'armée des USA, plus tard, a déterminé que le chaleur et la puissance de la bombe de 227 kg syrienne avait déclenché une série d'explosions secondaires qui auraient pu générer un gros nuage toxique qui aurait pu s'étendre sur la localité, formé par la dispersion des fertilisants, désinfectants et d'autres biens stockés dans la cave, ses effets magnifiés par la densité de l'air du matin, qui avait piégé les émanations au niveau du sol. Selon les estimations des renseignements, a dit le conseiller senior, le bombardement lui-même avait tué jusqu'à quatre leaders djihadistes, et

un nombre inconnu de chauffeurs et de gardes du corps. Il n'y a aucun décompte confirmé du nombre de civils tués par les gaz toxiques diffusés par les explosions secondaires, bien que des activistes de l'opposition aient rapporté qu'il y avait eu plus de 80 morts, et que des médias comme CNN aient fait grimper l'évaluation du nombre des victimes à 92 personnes.

Une équipe de Médecins Sans Frontières, qui traitait des victimes de Khan Cheikhoun dans une clinique distante de 96 kilomètres au nord, a rapporté que « huit patients présentaient des symptômes - y compris des pupilles contractées, des spasmes musculaires et un défécation involontaire - cadrant avec une exposition à un agent neurotoxique comme le gaz sarin ou des composés similaires. » MSF a également visité d'autres hôpitaux qui avaient reçu des victimes et trouvé des patients présents « qui sentaient le chlore, ce qui suggérait qu'ils y avaient été exposés. » En d'autres termes, les preuves suggèrent qu'il y avait plus d'un produit chimique en cause dans les symptômes observés, ce qui n'aurait pas été le cas si les forces armées syriennes - comme l'ont répété les activistes de l'opposition - avait largué une bombe au sarin, qui n'a pas de puissance percussive ou de système d'allumage capable de provoquer des explosions secondaires. Les symptômes décrits, toutefois, cadrent avec la dispersion d'un mélange de produits chimiques, y compris du chlore et des organophosphates utilisés dans de nombreux fertilisants, qui peuvent provoquer des effets neurotoxiques similaires à ceux du sarin.

L'internet s'est mis en action dans les heures qui ont suivi, et des photos macabres des victimes ont envahi les réseaux et Youtube. Les services de renseignement américains ont reçu la mission d'établir ce qui s'était produit. Parmi les informations reçues, il y avait une interception de communication syrienne collectée par une nation alliée avant l'attaque. La communication interceptée, qui avait eu un gros effet sur quelques-uns des assistants de Trump, ne mentionnait pas de gaz neurotoxique ou de sarin, mais elle citait la discussion d'un général syrien sur une arme « spéciale » et sur le besoin d'un excellent pilote pour manoeuvrer l'avion d'attaque. Il se référait, comme les gens des renseignements l'avaient compris, contrairement, semble-t-il, à nombre d'assistants inexpérimentés et de membres de la famille de Trump, à la bombe fournie par les Russes, avec son système de téléguidage. « Si vous avez déjà décidé que c'était une attaque au gaz chimiques, vous verrez inévitablement une référence à une bombe de sarin dans cette discussion sur une arme spéciale, » a dit le conseiller. « Est-ce que les Syriens ont planifié l'attaque de Kahn Cheikhoun ? Absolument. Est-ce que nous avons les communications interceptées qui le prouvent ? Absolument. Est-ce qu'ils avaient prévu d'utiliser du sarin ? Non. Mais le président n'a pas dit, 'Nous avons un problème et nous allons enquêter'. Il voulait bombarder la Syrie. »

A l'ONU le jour suivant, l'ambassadrice Haley a créé une sensation médiatique quand elle a exhibé des photos des victimes et accusé la Russie de complicité. « Combien d'enfants morts de plus faudra-t-il pour que la Russie s'en inquiète ? » a-t-elle demandé. NBC News, dans un rapport typique de leur style, le même jour, a cité des officiels américains confirmant que du gaz neurotoxique avait été utilisé et Haley a lié l'attaque directement au président Assad. « Nous savons qu'avec l'attaque d'hier, le régime barbare Assad est tombé encore plus bas, » a-t-elle dit. Il était ironique que l'Amérique se précipite pour blâmer Assad et reprocher sur complicité aux Russes, au prétexte de leur soutien aux dénégations de la Syrie quand à une utilisation de gaz neurotoxiques à Khan Cheikhoun, comme l'ambassadrice Haley et d'autres à Washington l'ont fait. « Ce dont la plupart des Américains ne se rendent pas compte, » a dit le conseiller, « est que s'il y avait eu une attaque au gaz neurotoxique autorisée par Bachar, les Russes seraient dix fois plus

consternés que n'importe qui en Occident. La stratégie russe contre Daech, qui implique la coopération des Américains, aurait été détruite et Bachar serait responsable d'avoir contrarié la Russie, avec des conséquences imprévisibles pour lui. Bachar ferait ça ? Alors qu'il a presque gagné sa guerre ? C'est une blague ? »

Trump, un consommateur avide d'infos télévisées, a dit, alors que le roi Abdallah de Jordanie était assis à ses côtés dans le Bureau ovale, que ce qui s'était passé était « horrible, horrible » et un « affront terrible à l'humanité ». A la question de savoir si son administration allait changer sa politique envers le gouvernement Assad, il a répondu « Vous verrez ». Il a donné un indice de la réplique à venir dans une conférence de presse subséquente avec le roi Abdallah : « Quand vous tuez des enfants innocents, des bébés innocents – des bébés, de petits bébés – avec un gaz chimique si létal... cela dépasse beaucoup, beaucoup de lignes, au-delà d'une ligne rouge... Cette attaque sur des enfants hier, a eu un gros impact sur moi. Gros impact... il est très, très possible... que mon attitude envers la Syrie et Assad ait beaucoup changé. »

Quelques heures après avoir vu les photos, le conseiller a dit, Trump a donné des instructions à l'appareil de la défense nationale pour des représailles contre la Syrie. « Il a fait ça avant d'en parler à qui que ce soit. Les planificateurs ont ensuite demandé à la CIA et à la DIA s'il y avait des preuves selon lesquelles la Syrie avait du sarin stocké dans un aéroport à proximité ou quelque part dans la zone. Leur armée avait dû en avoir pour bombarder avec. La réponse a été, « nous n'avons aucune preuve que la Syrie détienne du sarin ou en ait utilisé, » a dit le conseiller. La CIA leur a également dit qu'il n'y avait pas de livraison résiduelle de sarin à Al-Chaayrate [la base aérienne d'où les SU-24 syriens ont décollé le matin du 4 avril] et Assad n'avait aucune raison de commettre un suicide politique. » Tous les participants, sauf peut-être le président, comprenaient aussi qu'une équipe de haut vol de l'ONU avait passé plus d'un an, après une attaque syrienne alléguée au sarin en 2013, à éliminer toutes les armes chimiques, dans une douzaine de dépôts d'armes chimiques en Syrie.

A cette étape, le conseiller a dit, les planificateurs de la sécurité nationale étaient plutôt déconcertés : « Personne ne savait d'où venaient les photos. Nous ne savions pas qui étaient les enfants ou comment ils avaient été blessés. Le sarin est très facile à détecter parce qu'il pénètre la peinture, et tout ce dont on a besoin est d'un échantillon de peinture. Nous savions qu'il y avait eu un nuage et qu'il avait atteint des gens. Mais vous ne pouvez pas vous baser là-dessus pour en conclure en toute certitude qu'Assad avait caché du sarin à l'ONU parce qu'il voulait l'utiliser à Khan Cheikhoun. » Les renseignements avaient clarifié qu'un chasseur-bombardier SU-24 des forces armées syriennes avait utilisé une arme conventionnelle pour frapper sa cible : elle n'avait pas de tête chimique. Et pourtant, il a été impossible aux experts de persuader le président de ce fait ; il avait pris sa décision. « Le président a vu les photos de petites filles empoisonnées et a déclaré que c'était une atrocité d'Assad. « C'est typique de la nature humaine. Vous sautez aux conclusions que vous voulez. Les analystes des renseignements ne discutent pas avec un président. Ils ne vont pas dire au président, « si vous interprétez les données de cette façon, je démissionne. »

Les conseillers de la sécurité nationale comprenaient leur dilemme : Trump voulait répondre à l'affront à l'humanité commis en Syrie et il ne voulait pas en être dissuadé. Ils avaient affaire à un homme qu'ils ne considéraient ni comme méchant, ni comme stupide, mais dont les limitations en matière de décisions de sécurité étaient sévères. « Tous ses proches connaissent ses tendances à agir précipitamment quand il n'a pas connaissance des faits. Il veut des briefings verbaux et des photos. C'est un risque-tout. Il peut assumer les

conséquences d'une mauvaise décision dans le monde des affaires ; il ne peut perdre que de l'argent. Mais dans notre monde, des vies peuvent être perdues et il peut y avoir des dommages graves à notre sécurité s'il se trompe. On lui a dit qu'il n'y avait pas de preuves d'une implication syrienne et pourtant, Trump dit : « Allez-y. »

Le 6 avril, Trump a organisé une réunion d'officiels de la sécurité nationale dans sa résidence secondaire de Mar-a-Lago, en Floride. La réunion ne servait pas à décider quoi faire, mais comment le faire au mieux – ou, comme certains le souhaitaient, comment en faire le moins possible tout en faisant plaisir à Trump. « Le patron savait avant la rencontre qu'ils n'avaient pas de preuves, mais ce n'était pas la question, » a dit le conseiller. « La réunion portait sur 'Voici ce que je vais faire', et puis on lui expose les options. »

Les renseignements détenus par les USA n'avaient aucune importance. Le plus expérimenté, à la table, était le Secrétaire de la défense James Mattis, un général du corps des marines à la retraite qui jouit de la confiance du président et qui comprenait peut-être la vitesse à laquelle cela peut s'évaporer. Mike Pompeo, le directeur de la CIA dont l'agence avait répété qu'elle n'avait pas de preuves d'une bombe chimique syrienne, n'était pas présent. Le Secrétaire d'État Tillerson était admiré à l'intérieur pour sa capacité à travailler des longues heures et ses lectures avides de câbles diplomatiques et de rapports, mais il ne savait que très peu de chose sur la guerre et l'organisation d'un raid de bombardement. Les participants étaient dans une impasse, a dit le conseiller. « Le président était émotionnellement galvanisé par le désastre et il voulait des options. » Il en a eu quatre, en ordre croissant. L'option N°1 était de ne rien faire. Les participants, a dit le conseiller, comprenaient tous qu'elle était vouée à l'échec. L'option N°2 était une tape sur la main : bombarder une base aérienne en Syrie, mais seulement après avoir alerté les Russes, et à travers ces derniers les Syriens, pour éviter qu'il y ait trop de victimes. Quelques-uns des planificateurs appelaient ça « l'option gorille » : les USA allaient jeter des regards noirs et se frapper la poitrine pour faire peur et montrer leur détermination, mais ne causeraient que peu de dégâts significatifs. La troisième option était d'adopter le package de frappes qui avait été présenté à Obama en 2013, et qu'il avait fini par rejeter. Le plan impliquait un bombardement massif des principales bases aériennes syriennes et des centres de commandes et de contrôle, avec des bombardiers B1 et B52 au départ de leurs bases aux USA. L'option N°4 était la « décapitation » : éliminer Assad en bombardant son palais à Damas, ainsi que son réseau de commande et de contrôle et tous les bunkers souterrains où il aurait éventuellement pu faire retraite en cas de crise.

« Trump a éliminé l'option N°1 d'entrée, » a dit le conseiller senior, et l'assassinat d'Assad n'a pas été envisagé. « Mais il a dit, en essence : 'Vous êtes des militaires et je veux de l'action militaire.' ». Le président était également initialement opposé à l'idée d'avertir les Russes avant la frappe, mais il a fini par l'accepter à contrecœur. « Nous lui avons donné l'option Boucles d'or – ni trop chaud, ni trop froid, juste à la bonne température. » La discussion a eu ses moments de bizarrerie. Au cours de la réunion de Mar-a-Lago, Tillerson s'est demandé pourquoi le président ne pouvait tout simplement pas appeler des bombardiers B52 et pulvériser la base aérienne. On lui a répondu que les B52 étaient très vulnérables aux missiles sol-air (SAMs) dans la zone et qu'employer de tels avions aurait demandé des tirs de suppression qui pourraient tuer des défenseurs russes. « Qu'est-ce que c'est ? » a demandé Tillerson. Bien, monsieur, lui a-t-on répondu, cela veut dire qu'il nous faudrait détruire les sites de SAMs au long de la trajectoire de vol des B52, or ils sont contrôlés par des Russes, et nous nous retrouverions probablement dans une situation beaucoup plus difficile. « La leçon en était : Dieu merci, des militaires assistaient à la

réunion, » a dit le conseiller. « Ils ont fait de leur mieux face à une décision qui avait déjà été prise. »

Cinquante-neuf missiles Tomahawk ont été lancés de deux destroyers de l'US Navy en service dans la Méditerranée, le *Ross* et le *Porter*, vers la base aérienne Al-Chaayrate près de Homs, une ville contrôlée par le gouvernement. La frappe a rempli sa mission dans la mesure où elle a causé aussi peu de dégâts que possible. Les missiles ont une faible charge explosive - à peu-près 100 kg de HBX, la version militaire moderne du TNT. Les réservoirs de stockage de carburant, une cible première, ont été pulvérisés, le conseiller senior a dit, déclenchant un incendie et des nuages de fumée qui ont interféré avec le système de guidage des missiles suivants. Au moins 24 des missiles ont raté leur cible et seuls quelques-uns d'entre eux ont pénétré dans les hangars, détruisant neuf avions syriens, nettement moins que n'en a annoncé l'administration Trump. On m'a dit qu'aucun des neuf n'était opérationnel : des avions aussi endommagés sont ce que les forces aériennes des USA appellent des reines de hangar. « C'étaient des agneaux sacrificiels, » a dit le conseiller senior. Le personnel important et les avions chasseurs opérationnels avaient été évacués vers des bases proches des heures avant le début du raid. Les deux pistes et les postes de stationnement des avions, qui avaient également été ciblées, étaient réparées et de nouveau opérationnelles dans les huit heures suivantes. En résumé, ce n'était pas grand-chose de plus qu'un coûteux feu d'artifice.

« C'était un spectacle monté par Trump du début jusqu'à la fin, » a dit le conseiller senior. « Quelques-uns des conseillers seniors en sécurité nationale du président ont considéré la mission comme une mauvaise décision présidentielle minimisée, qu'ils avaient l'obligation de mener à bien. Mais je ne pense pas que notre personnel de la sécurité nationale se laissent de nouveau emporter dans une autre mauvaise décision. Si Trump avait choisi l'option 3, il y aurait peut-être eu des démissions immédiates. »

Après la rencontre, avec les Tomahawks en route, Trump a parlé à la nation à partir de Mar-a-Lago, et a accusé Assad d'avoir utilisé du gaz neurotoxique pour asphyxier « les vies d'hommes, de femmes et d'enfants sans défense. C'était une mort lente et brutale pour beaucoup... aucun enfant de Dieu ne devrait souffrir une telle horreur. » Les jours suivants ont été ses plus réussis en tant que président. L'Amérique s'est regroupée autour de son commandant en chef, comme elle le fait toujours en temps de guerre. Onze semaines après son investiture, Trump, qui avait fait campagne sur des préconisations de paix avec Assad, bombardait la Syrie sous les applaudissements des Républicains, des Démocrates et des médias.

Un célèbre présentateur de télé, Brian Williams de MSNBC, a utilisé le mot « beau » pour décrire les images des Tomahawks lancés depuis la mer. Sur CNN, Fareed Zakaria a dit, « Je pense que Donald Trump est devenu président des États-Unis. » Une revue de presse des 100 principales publications de presse américaines montre que, dans leur sillage immédiat, 39 d'entre elles ont publié des éditoriaux en faveur des frappes de missiles, y compris le *New York Times*, le *Washington Post* et le *Wall Street Journal*.

Cinq jours plus tard, l'administration Trump réunissait les médias nationaux pour un briefing sur le contexte de l'opération en Syrie. L'essentiel du briefing portait sur des accusations selon lesquelles les dénégations catégoriques et répétées des Russes quant à un quelconque usage de sarin à Khan Cheikhoun étaient des mensonges, parce que le président Trump avait dit que du sarin avait été utilisé. Cette affirmation, qui n'a été ni contestée, ni disputée par l'un des reporters présents, est devenue la base de critiques

subséquentes :

- Les mensonges répétés de l'administration Trump sur l'utilisation de sarin par la Syrie a mené à une croyance généralisée dans les médias et le public américains selon laquelle la Russie a choisi de s'impliquer dans une campagne corrompue de désinformation et de dissimulation en soutien à la Syrie.
- Les forces armées russes étaient hébergées, avec celles de la Syrie, dans la base d'Al-Chaayrate (comme elles le sont à travers toute la Syrie), évoquant la possibilité selon laquelle la Russie aurait été informée de la détermination de la Syrie à utiliser du gaz sarin à Khan Cheikhoun, et n'aurait rien fait pour l'en empêcher.
- L'usage allégué de gaz sarin par la Syrie et la défense de cet usage par la Russie suggéreraient fortement que la Syrie avait caché des stocks illicites de sarin à l'équipe de désarmement de l'ONU qui avait passé presque toute l'année 2014 à inspecter et à éliminer toutes les armes chimiques des 12 dépôts d'armes chimiques syriens, à la suite de l'accord entre l'administration Obama et la Russie passé après l'usage allégué, mais jamais prouvé, de gaz sarin contre une redoute militaire rebelle dans la banlieue de Damas, l'année précédente.

A sa décharge, au cours du briefing, le porte-parole avait pris soin d'employer des mots comme « pense », « suggère » et « croit » au moins dix fois pendant les 30 minutes de l'événement. Mais il a également dit que son briefing était fondé sur des données qui avaient été déclassifiées par « nos collègues de la communauté du renseignement ». Ce que le porte-parole n'a pas dit, et ne savait peut-être pas, était que l'information classifiée de la communauté soulignait que la Syrie n'avait pas utilisé de sarin dans le bombardement du 4 avril.

La presse grand public a réagi comme la Maison-Blanche l'avait espéré : les articles attaquant la dissimulation alléguée des Russes en soutien à l'utilisation de sarin par la Syrie ont dominé les informations et de nombreuses plate-formes médiatiques ont ignoré les myriades de précautions oratoires du porte-parole. Une ambiance de renouveau de la Guerre froide régnait. Le *New York Times*, par exemple – le plus célèbre des journaux des USA – avait titré « La Maison-Blanche accuse la Russie de dissimulation dans l'attaque chimique syrienne ». Le *Times* notait bien que la Russie niait tout en bloc, mais ce qui avait été décrit par le porte-parole comme « des données déclassifiées » étaient soudain devenues « un rapport déclassifié des services de renseignement ». Il n'y avait pourtant pas de rapport des services de renseignement officiel déclarant que la Syrie avait utilisé du sarin, seulement un « résumé fondé sur des données déclassifiées sur l'attaque », comme l'avait dit le porte-parole.

La crise est passée au second plan vers la fin du mois d'avril, alors que la Russie, la Syrie et les USA restaient concentrés sur l'annihilation de Daech et des milices d'al-Qaïda. Quelques-uns de ceux qui avaient travaillé sur la crise, toutefois, en ont gardé une inquiétude. « Les salafistes et djihadistes ont obtenu tout ce qu'ils voulaient avec ces manigances sur le gaz neurotoxique syrien », m'a dit le conseiller senior à la communauté du renseignement des USA en référence à une escalade des tensions entre la Syrie, la Russie et l'Amérique. « La question est, qu'est-ce qui se passe s'il y a une autre attaque au sarin sous fausse bannière, et qu'on en rejette la responsabilité sur la Syrie haïe ? Trump a fait monter les enchères et s'est mis tout seul le dos au mur avec sa décision de bombarder. Et n'oubliez pas que ces types ne soient pas en train de planifier une nouvelle fausse attaque. Trump n'aura pas

d'autre choix que de bombarder de nouveau, et plus durement. Il est incapable d'admettre qu'il a fait une erreur. »

La Maison-Blanche n'a pas répondu à des questions spécifiques sur le bombardement de Khan Cheikhoun et de la base d'Al-Chaayrate. Ces questions ont été envoyées par e-mail à la Maison-Blanche le 15 juin et n'ont reçu aucune réponse.

Seymour Hersh

Article original en anglais : [Trump's Red Line](#), Die Welt, 25 juin 2017

Traduction et note d'introduction [Entelekheia](#)

Photo Pixabay

[Update]NdT : Il semble que la question soit effectivement revenue sur le tapis. La Maison-Blanche s'accroche, comme prévu, à sa version des faits et ajoute même une deuxième couche de stupidité en prévoyant, sans aucune preuve, une « nouvelle attaque au sarin » par Assad et des représailles... et en nous entraînant tous dans le risque d'un conflit ouvert avec la Russie. Voir à ce sujet [Conflagration ? Sur les Chroniques du Grand Jeu](#).

La source originale de cet article est [Die Welt](#)

Copyright © [Seymour M. Hersh](#), [Die Welt](#), 2017

Articles Par : [Seymour M. Hersh](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca